

Nathalie Ortar

Compte-rendu d'ouvrage

## Compte-rendu de deux ouvrages récents : La campagne, le patrimoine et les citadins. Entre souvenir et oubli

---

---

### Pour citer cet article :

Nathalie Ortar. Compte-rendu de deux ouvrages récents : La campagne, le patrimoine et les citadins. Entre souvenir et oubli, *ethnographiques.org*, Comptes-rendus d'ouvrages [en ligne]. <http://www.ethnographiques.org/2002/Ortar.html> (consulté le [date]).

---

### Sommaire

**Campagnes et patrimoine : aux origines de ces notions**

**Du passé au présent du patrimoine**

**Le quotidien des patrimoines**

**Conclusion**

**Notes**

**Bibliographie**

---

### Compte-rendu à propos de :

► Denis Chevallier (sous la direction de), *Vives campagnes. Le patrimoine rural, projet de société*, Autrement, coll. Mutations, n°194, mai, 2000, 223 p.

► Michel Rautenberg, André Micoud, Laurence Bérard et Philippe Marchenay (sous la direction de) *Campagnes de tous nos désirs. Patrimoines et nouveaux usages sociaux*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2000, 191 p.

**Campagnes et patrimoine : aux origines de ces notions**

*Vives campagnes* [1] et *Campagnes de tous nos désirs* [2] explorent un domaine particulier, celui du patrimoine rural et s'interrogent sur ses spécificités et son rôle au sein d'une campagne que les deux titres évoquent au pluriel, pluriel qui rend compte de la diversité d'usages souvent contradictoires entre eux. Toutefois, les deux ouvrages ne donnent pas exactement le même contenu au terme. Pour Michel Rautenberg et al, le vocable "campagne" est associé au passé, "à des lieux d'où sont originaires nos grands-parents, à un monde dont on souhaite la préservation" (p. 1), à une expérience de sens commun. Denis Chevallier, Isac Chiva et Françoise Dubost soulignent eux la spécificité du rural : "artefact dû à la main de l'homme, il a toujours été un système en équilibre instable, reflétant la double tension entre l'homme et la nature et entre la campagne et la ville voisine." (p. 55) ; il est en constante évolution.

Apposé à "campagnes", "patrimoine" est l'autre notion clé de ces deux ouvrages. Dans son sens moderne, le vocable "patrimoine" serait apparu au cours des années 1930. Défini autour du registre du culturel, "son ontenu va devenir affaire de tous." (Desvallées, 1998 : 102). Cette première transformation de l'emploi du terme "patrimoine" sera suivie de nombreuses autres. Néanmoins, son véritable essor et sa fortune actuelle ne remontent qu'à une vingtaine d'années. L'une des conséquences en fut la ramification du concept et l'adjonction de nombreux épithètes, dont celui d' "ethnologique" (Chiva, 1990), consacré en 1980 par la création d'un Conseil et d'une Mission du patrimoine ethnologique au sein de la Direction du patrimoine, au Ministère de la Culture. L'événement est d'importance, car si le patrimoine est "l'ensemble de tous les biens naturels ou créés par l'homme sans limite de temps et de lieu" (Desvallées, 1995), l'épithète "ethnologique" est à l'origine d'un questionnement sur les catégories de patrimoine "qui ne seraient pas simplement définies par le type d'objet in situ qu'elles recouvrent mais comme le produit d'une élaboration intellectuelle, évolutive évidemment, celle qu'une discipline scientifique propose" (Fabre, 1997 : 59). Consacrer un objet comme relevant du patrimoine, "c'est mettre à part, opérer un classement, constater une mutation de fonction et d'usage, souligner la conscience d'une valeur qui n'est plus vécue dans la reproduction de la société mais qui est décrétée dans la protection de traces, de témoins, de monuments." (Fabre, 1997 : 64). Or, si l'ethnologie s'intéresse au passé, il s'agit d'un passé ancré dans le présent. Ainsi que le soulignent D. Chevallier, I. Chiva et F. Dubost qui proposent une importante synthèse bibliographique interdisciplinaire, ce point différencie le patrimoine ethnologique du patrimoine monumental. La grande spécificité du patrimoine rural pose aussi problème dans la mesure où elle impose de passer de l'objet unique à celui de la production non savante - dont l'habitat rural est l'archétype -, avec pour corollaire la nécessité de prendre en compte des séries. Mais le bâti n'est qu'un aspect de ce type de patrimoine qui comporte aussi les paysages. Là, l'application des mesures

de protection reste surtout l'expression de la volonté des politiques locales ou régionales, à travers un travail de collecte des savoir-faire, ainsi que d'un relevé des singularités. Le rôle de la recherche est ici de rendre compte de la persistance de ces singularités, des processus de leur sélection et de leur recombinaison par les générations actuelles. Synthèse de toutes les modalités patrimoniales d'un territoire, le patrimoine rural se veut plus large que le patrimoine ethnologique [3]. Il "s'ouvre continuellement à de nouveaux objets, empiétant sur un espace géographique toujours plus vaste et s'étalant sur une chronologie de plus en plus contemporaine." (Davallon, Micoud, Tardy, 1997 : 195). La patrimonialisation désigne dès lors "l'application des critères, explicites ou implicites, par des médiateurs, c'est-à-dire la procédure d'appropriation" (Leniaud, 1992), et dans ce cas précis, soulignent D. Chevallier, I. Chiva et F. Dubost, "les processus par lesquels une grande partie des objets qui se rapportent à la ruralité sont promus au rang de patrimoine." (p. 30). Ce mécanisme "s'énonce nécessairement en processus de réenchantement du monde", au terme duquel "un produit, une manière de faire, se trouvent constitués en exceptions ou en emblèmes" (Delbos, 1997 : 3). Sont également compris les nouveaux usages. Le patrimoine serait ainsi "une manière très subtile pour les groupes nouveaux d'apparaître en se dotant d'entrée de jeu d'une grande légitimité." (Davallon, Micoud, Tardy, 1997 : 202). Ce constat ne va pas sans interroger l'enjeu que constitue le patrimoine et donc sa légitimité.

Face à la multiplication des épithètes accolés au patrimoine, Michel Rautenberg et al préfèrent le pluriel, car il "se décline différemment selon son objet, le territoire ou la qualité des acteurs." (p. 2). L'invocation des patrimoines intervient dans un nouveau sens de construction de la campagne, qui se lit dans la définition spatiale des produits, quels qu'ils soient, institués en "une nouvelle ressource symbolique pour différencier un "nous" de tous les autres "eux"." (p. 5). Pour les auteurs, la patrimonialisation viserait "à reconstruire un lien entre le local et le général." (p. 10), l'une des caractéristiques principales du patrimoine étant qu'il ne peut être compris sans une analyse des mouvements de population et des enjeux économiques et sociaux actuels.

Cette imbrication de ces registres au sein de ces ouvrages est révélatrice de l'évolution de l'espace rural et de la définition des territoires, en même temps que de la spécificité du patrimoine rural. *In fine*, ce sont des mutations de notre société dont il est question et de la recombinaison des rapports ville/campagne, comme le suggère la dernière partie de *Campagnes de tous nos désirs*, ainsi que l'article de Bertrand Hervieu et Jean Viard.

## Du passé au présent du patrimoine

En écho à l'article introductif, Bertrand Hervieu et Jean Viard débute leur analyse par celle des paysans [4] et de leurs descendants, dont ils retracent l'évolution et celle, concomitante, de la perception de la campagne. La situation actuelle se présente, selon eux, sous la forme d'une urbanité généralisée. L'idée de la suppression de la différence entre la ville et la campagne date du siècle dernier [5]. Toutefois, dans le contexte français actuel, le décryptage du territoire reste complexe. En effet, ce n'est pas uniquement le peuplement des campagnes qui a évolué, mais également l'attention portée à cet espace. Affirmer que la campagne est d'abord un paysage revient à "poser catégoriquement une inversion des priorités dans l'aménagement de ce qui n'est pas la ville, [...], c'est affirmer que le regard prime sur la production." (p. 76). Le territoire sert de référent à l'appartenance d'individus qui n'ont plus rien à voir avec l'agriculture, ce qui implique de passer "d'une légitimité alimentaire à une légitimité identitaire." (p. 78). De même, la perception de la campagne comme espace de liberté renverse la place jusqu'alors accordée à la ville. Au terme des évolutions en cours le risque est la marginalisation des agriculteurs au cœur du nouveau système politique en cours de construction avec les "pays".

Pris entre mer et campagne, représentants d'une catégorie socio-professionnelle bien particulière, les paludiers de Guérande sont pris dans les contradictions de la patrimonialisation. Geneviève Delbos se situe en témoin privilégié de toutes les mutations. Etudiant leur parcours, elle en vient à analyser ce qu'on peut appeler la "mise en mythe" des paludiers par l'intermédiaire de la façade présentée sur le site internet où, grâce au jeu de la sélection des archives et à des artifices photographiques, ils apparaissent comme porteurs de savoir-faire immuables dans un cadre lui-même immuable. Or, bien loin d'être des territoires directement issus du passé, les salins sont soumis aux lois de l'économie. Pour cueillir le sel selon la norme instituée, les exploitants doivent se plier à des protocoles préétablis qui évacuent toute la partie créative. Ces exigences influent directement sur les producteurs dans l'exercice quotidien de leur pratique, et donc plus largement sur leur identité perçue comme tronquée. Tout en essayant de trouver des solutions, ces professionnels soulèvent également d'autres questions, comme celle de la gestion des touristes et donc de la saturation des sites patrimoniaux. Ces interrogations posées par les hommes de Guérande démontrent la nécessité de prendre en compte les enjeux de la société dans son ensemble et donc du pouvoir financier, dès lors que les produits sortent de leur anonymat, que des producteurs souhaitent en vivre, et qu'il est donc question de ce qui est communément qualifié de patrimoine.

Présent en filigrane dans les articles déjà présentés, le paysage trouve sa place au

au cœur de nombreux discours sur le patrimoine rural. Pour les ethnologues, "Le paysage désigne [...] à la fois une réalité, l'image de cette réalité et les références culturelles à partir desquelles cette image prend forme." [6]. Ce sont ces mécanismes qu'observent Sylvie Gauchet et Yves Michelin lorsqu'ils étudient la construction du paysage par le biais de la mémoire [7]. La multiplicité des représentations, le caractère fugitif que peut posséder un paysage posent problème dès lors que l'on souhaite en protéger un. Préserver empêche également de créer. Or, la gestion doit concilier des usages multiples, parfois contradictoires, et des objectifs aussi variés que la "diversité biologique, la qualité des produits agricoles, ou l'attractivité du cadre de vie et de loisir." (p. 150). Y. Michelin et S. Cauchet proposent un travail de pédagogie active, afin que le paysage ne soit plus une fin en soi mais devienne un outil de médiation favorisant la réflexion sur la capacité du paysage à évoluer tout en intégrant les héritages du passé.

Elément du paysage, l'architecture rurale a depuis longtemps été placée au cœur de multiples problématiques concernant sa sauvegarde. L'article de François Calame retrace l'histoire des recherches et de l'action qu'il a menée en Picardie depuis vingt ans. Sa description permet d'illustrer des travaux plus théoriques sur la question, et surtout d'indiquer comment la transmission peut s'effectuer dans une situation de ruptures et de transformation du public intéressé. Le bilan de ces expériences démontre la prépondérance de la part d'initiative individuelle, tandis que, comme le constatait I. Chiva (1997), la protection à l'échelle de l'Etat reste marginale.

Laurence Bérard et Philippe Marchenay concluent l'ouvrage par une approche synthétique des contradictions dont les "produits de terroir" sont porteurs [8]. Malgré leur apparent foisonnement, ces produits sont les rescapés d'une production jadis plus abondante, qui fit ensuite l'objet d'une sélection. Cette analyse met en exergue le fait que "le mouvement de patrimonialisation traduit le jeu subtil entre le donné local et les demandes d'une société globale" (p. 202). Les auteurs soulignent également les contradictions de l'élaboration du cahier des charges nécessaire à l'obtention de l'Appellation d'Origine Protégée qui contraint à évacuer une dimension essentielle de la tradition : sa capacité d'adaptation et d'oubli d'une génération à l'autre, difficulté soulevée également par Geneviève Delbos. L'appellation d'origine contrôlée "cristallise toutes les difficultés liées à l'acte de compréhension de ce qui fait le contenu de l'origine, et plus largement de la prise en compte de sa dimension culturelle." (p. 214).

## **Le quotidien des patrimoines**

*Campagnes de tous nos désirs* débute par une série d'articles introduisant une réflexion sur le territoire. En effet, patrimonialiser un territoire représente un enjeu politique, autant qu'économique, comme cela nous est démontré à propos de la création du parc national de Guyane (Ludovic Leprêtre), de la définition d'un territoire viticole en Hongrie (Zsuzsa Cros, Yves Luginbühl), de l'invention et de l'élaboration du récit d'identification du site et du nom de Mézenc (Anne-Marie Martin, Jean-Claude Mermet, Nadine Ribet), ou encore de la création du parc naturel régional Livradois-Forez (Cécile Tardy). Tous ces chercheurs expliquent que le processus de patrimonialisation d'un territoire impose à la population de modifier son regard sur son environnement, et l'oblige à une réflexion sur sa propre histoire ainsi que sur la place à donner au passé. La dimension identitaire est également omniprésente. Elle se retrouve en particulier lors de la création d'un parc national ou régional. L'exemple retracé par Ludovic Leprêtre en Guyane permet de réinscrire la dimension humaine au sein des enjeux de définition des frontières physiques et symboliques d'un parc. Cette évolution de la perception induit des changements sociaux, que ce soit pour opérer "une conversion sociale" (Tardy, p. 72), ou pour transformer "la communauté dépositaire en groupe destinataire" (Martin, Mermet, Ribet, p. 56), qui se retrouve investi du monopole de la transmission légitime. L'exemple du vin de Tokay et celui du "fin gras de Mezenc" soulignent les enjeux territoriaux existant derrière la relance d'un produit de terroir, et par ailleurs l'omniprésence des enjeux économiques dès lors que le produit atteint une certaine notoriété. Cette approche fait écho à celle de Laurence Bérard et Philippe Marchenay, toutes deux liant la question du paysage, la patrimonialisation des territoires, mais aussi l'architecture en tant qu'élément de promotion d'un produit (vin de Tokay) ou du nouveau territoire défini (parc naturel du Livradois-Forez).

Les recherches sur les produits de terroir pointent, elles aussi, l'importance de l'économique dans la fabrication d'objets dit patrimoniaux. L'intérêt des trois articles est d'évoquer la fragilité des lignes de démarcation entre les productions industrielles et les produits artisanaux, que ce soit pour le brocciu en Corse (Claire Delfosse, Jean-Antoine Prost et Christine de Sainte Marie), pour la production du foie gras (Dominique Coquart et Jean Pilleboue), ou avec le cas du champagne (Aline Brochot). L'exemple du brocciu, en particulier, nous rappelle que même la fabrication d'un produit régional est contingenté par les exigences de la rentabilité économique, ceux-là influant directement sur les modes de production, tandis que le foie gras est révélateur du flou entretenu entre une production industrielle et artisanale dont les produits finaux s'avèrent interchangeable. Ce dernier exemple pose également la question de l'importance du lien entretenu avec le terroir.

Le territoire est au cœur de la recomposition des rapports ville/campagne. Jean-Claude Garnier et François Labouesse illustrent cette problématique à travers l'étude des fêtes entourant la transhumance en France et en Espagne. Toutes expriment la

capacité d'adaptation des ruraux à de nouvelles logiques et l'urbain et servent de révélateur des mutations en cours. Les nouveaux usages du territoire, Jacques Barou et Patrick Prado les analysent au travers du cas de migrants : Portugais installés dans le Puy de Dôme et Britanniques résidant en Bretagne. L'exemple des Portugais prolonge le constat de J-C. Garnier et F. Labouesse, et rappelle que les nouveaux usages peuvent provenir de ruraux. P. Prado souligne lui la nécessité de se pencher sur l'histoire des territoires des deux pays (ici la France et la Grande-Bretagne) pour comprendre les modes d'appropriation actuels et l'origine de certains malentendus et il est dommage que J. Barou ne se soit pas livré au même exercice. Le livre s'achève sur une interrogation autour de la notion de "sauvage" et sa difficile patrimonialisation. Ces questionnements sont essentiels dans une société qui enferme la nature dans des parcs que le citoyen peut plus ou moins librement visiter. Marie-Dominique Ribereau-Gayon analyse, à partir de la réimplantation de vaches dites sauvages - car "libres" d'évoluer dans un espace considéré lui aussi comme sauvage : l'étang de Cousseau à Lacanau (Médoc)- toute la part de construction de l'histoire et des rites qu'une telle entreprise nécessite, prisonnière du présent dans son souci de recréer le passé. On retrouve ici le même décalage entre la réalité et l'image accolée à un produit qu'évoque Geneviève Delbos. Cette idée renforce également la certitude, qu'il s'agisse de bétail que l'on souhaite ensauvager ou d'un groupe de producteurs figé dans un passé indéfini, que le rôle des images, transmises par prospectus ou par internet, est décisif dans l'enjeu de la patrimonialisation, de même que le choix des parcours imposés aux visiteurs, destinés à placer en hors champ des instruments trop modernes ou les contacts des animaux "sauvages" avec leurs soigneurs.

## **Conclusion**

Bien que de qualité inégale, ces contributions au cœur du patrimoine rural frappent par la multiplicité des images et la surabondance des objets concernés, de même que par leur ancrage dans le présent. Elles interrogent aussi à propos des contradictions d'intérêts que nombre des auteurs relèvent. Ces deux ouvrages ont le mérite d'effectuer un état des lieux de ces questions et des campagnes, tout en proposant de nouvelles pistes de réflexion sur les enjeux à venir. Deux ouvrages donc nécessaires pour qui souhaite travailler ou s'informer sur ces questions.

## Notes



[1] Denis Chevallier (sous la direction de), *Vives campagnes. Le patrimoine rural, projet de société*, Autrement, coll. Mutations, n°194, mai, 2000, 223 p.

[2] Michel Rautenberg, André Micoud, Laurence Bérard et Philippe Marchenay (sous la direction de) *Campagnes de tous nos désirs. Patrimoines et nouveaux usages sociaux*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2000, 191 p.

[3] Cf. également l'article de Martine Bergues (2000)

[4] En complément de cet article, lire celui de Henri Mendras (2000)

[5] Cf., entre autres, K. Marx et F. Engels (1957), la première édition allemande date de 1887 ; de même que l'analyse de Françoise Choay (1965)

[6] Définition proposée par Gérard Lenclud et synthétisée par F. Dubost et B. Lizet (1995 : 227). Consulter également l'article de Françoise Dubost (1991), qui dresse un bilan de l'évolution de la recherche dans ce domaine.

[7] Sur l'utilisation de la photographie pour comprendre des représentations paysagères cf. notamment Françoise Dubost (1995) et *Xoana* (1997)

[8] En complément de cet article, cf. notamment Françoise Dubost (1994) et la Revue de géographie alpine (1998)

## Bibliographie



BERGUES Martine, 2000, "Vous n'avez pas Biron. Le patrimoine rural, monument minuscule ?", in Daniel Fabre (sous la dir.), *Domestiquer l'histoire. Ethnologie des monuments historiques*, Paris, eds de la Maison des sciences de l'homme : 103-117

CHEVALLIER Denis (sous la direction de), 2000, *Vives campagnes. Le patrimoine rural, projet de société*, Autrement, coll. Mutations, n°194.

CHIVA Isac, 1990, "Le patrimoine ethnologique : l'exemple de la France", in *Encyclopaedia Universalis, Symposium*, Paris : 229-241

CHIVA Isac, 1997, "L'habitat rural français : analyse, esthétique, protection", in André Burguière, Joseph Goy et Marie-Jeanne Tits-Dieuaide (sous la dir.), *L'histoire grande ouverte. Hommages à Emmanuel Le Roy Ladurie*, Paris, Fayard

CHOAY Françoise, 1965, *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Paris,

Editions du Seuil

DAVALLON Jean, André MICOUD et Cécile TARDY, 1997, "Vers une évolution de la notion de patrimoine ? Réflexions à propos du patrimoine rural", in D. Grange et D. Poulot, *L'esprit des lieux. Le patrimoine et la cité*, Grenoble, eds PUG : 195-205

DELBOS Geneviève, 1997, Introduction", in *Métiers et techniques : de la transmission à la "patrimonialisation"*, Rapport de recherche à la Mission du patrimoine ethnologique, Direction du patrimoine, Ministère de la culture, mai

DESVALLEES André, 1995, "Emergence et cheminements du mot patrimoine", *Musées et collections publiques en France* (208-3) : 6-29

DESVALLEES André, 1998, "A l'origine du mot "patrimoine", in D. Poulot (éd.), *Patrimoine et modernité*, Paris, L'Harmattan : 89-105

DUBOST Françoise, 1991, "La problématique du paysage. Etat des lieux", *Etudes rurales* (121-124) : 219-234

DUBOST Françoise, 1994, *Vert patrimoine*, Paris, éditions de la Maison des Sciences de l'homme

DUBOST Françoise (avec la collaboration de Lucien Clergues), 1995, *Mon paysage. Le paysage préféré des Français*, Paris, ed. Malval

DUBOST Françoise et Bernadette Lizet, 1995, "Pour une ethnologie du paysage", in *Paysages au pluriel. Pour une approche ethnologique des paysages*, Paris, éditions de la Maison des sciences de l'homme, Collection ethnologie de la France, cahier 9

FABRE Daniel, 1997, "Le patrimoine ethnologique", in *Science et conscience du patrimoine*, sous la dir de P. Nora, Paris, éditions du Patrimoine : 59-72

LENIAUD J. M., 1992, *L'utopie française, essai sur le patrimoine*, Paris, éditions Mengès

MARX K. et F. ENGELS, 1957, *La question du logement*, Paris, éditions Sociales

MENDRAS Henri, 2000, "L'invention de la paysannerie. Un moment de l'histoire de la sociologie française d'après-guerre", *Revue française de sociologie* (41-3) : 539-552

RAUTENBERG Michel, André Micoud, Laurence Bérard et Philippe Marchenay (sous la direction de), 2000, *Campagnes de tous nos désirs. Patrimoines et nouveaux usages sociaux*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme.

*Revue de géographie alpine* "Patrimoine, montagne et biodiversité", 1998 (86-4)

*Xoana* "Images/Paysages", 1997 (5)

**Nathalie Ortar,  
Compte-rendu de deux ouvrages récents : La campagne, le patrimoine et les  
citadins. Entre souvenir et oubli,  
Comptes-rendus d'ouvrages.**